

# LA LETTRE DU 18 JUIN

N° 287 mai 2026-Trente et unième année

## *Le combat de l'avenir*

### SOMMAIRE

- |   |         |
|---|---------|
| -L'HUBRIS MÈNE- T- ELLE LE MONDE ?... Jacques MYARD                                     | page 2  |
| -LE CHEMIN DES INDÉPENDANCES, DE LA FRANCE LIBRE, À L'INDOCHINE ET... Christine ALFARGE | page 3  |
| -Au nom de l'amitié et de la solidarité franco-libanaise ... Paul KLOBOUKOFF            | page 5  |
| -Livre : La guerre du Pacifique a commencé en Indochine, 1940-1941 »... Franck Michelin | page 6  |
| -Histoire militaire Diên Biên Phu, 13 mars 1954 ... Claude FRANÇ                        | page 8  |
| -Prospective et programmation militaire ...Pierre MESSMER                               | page 10 |
| -EXPOSITION "Madeleine Riffaud, Résistante  | page 12 |
| -Livre : De gaulle imaginé... Chantal Morelle   | page 13 |



## L'HUBRIS MÈNE- T- ELLE LE MONDE ?

Brèves réflexions personnelles sur un mal humain,  
fort ancien, qui perdure et prospère plus que jamais

Par Jacques MYARD,

**O**n nous annonçait, il y a peu, que nous étions entrés dans l'ère de l'intelligence artificielle, la fameuse IA.

C'est oublier que l'histoire est faite essentiellement par les hommes, même si la technique peut les servir, voire les subjuguier ;

Certains chefs se livrent à des rodomontades et agitent leurs armes nucléaires; ils jouent les apprentis sorciers. Ils se prennent pour des dieux ...

L'Homme a toujours été avide de pousser les limites de son action. Même la vente des chaussures de sport n'échappe pas à un slogan dynamique « Dépassez vos limites » !

Toutefois, l'histoire a toujours cherché à poser des bornes à l'action des hommes; n'est-il pas vrai que les arbres ne montent pas jusqu'au ciel ?

Les hommes oublient souvent cette réalité intangible. Ils s'adonnent aux excès, aux outrances qui enfantent à terme la tyrannie.

L'histoire a pour habitude de repasser les plats !

Les exemples les plus terribles de ces excès sont engendrés par les totalitarismes qui veulent changer l'homme, créer un homme nouveau et ne font que l'avilir !

Aujourd'hui souffle comme un vent de folie dans le village planétaire, vent qui ruine toutes les certitudes de la raison, de la sagesse.

Les certitudes s'effondrent, les règles multilatérales, largement utopistes, qui devaient régler les tensions, prévenir les conflits, sont passées par pertes et profits, le droit international - qui n'a réellement jamais existé - est bafoué, ignoré et rejoint la longue liste des mythes de l'humanité.

Le droit du plus fort est toujours la clé de la géostratégie : VAE VICTIS !

La réalité du monde est simple : certains Princes qui prétendent gouverner le monde rêvent de ramener les civilisations de l'ennemi à l'âge de pierre, ils jouissent de l'ivresse de la démesure.

Se rappelle alors à nous le mot de Flaubert :

« Le pouvoir rend fou, le pouvoir absolu rend fou absolument ».

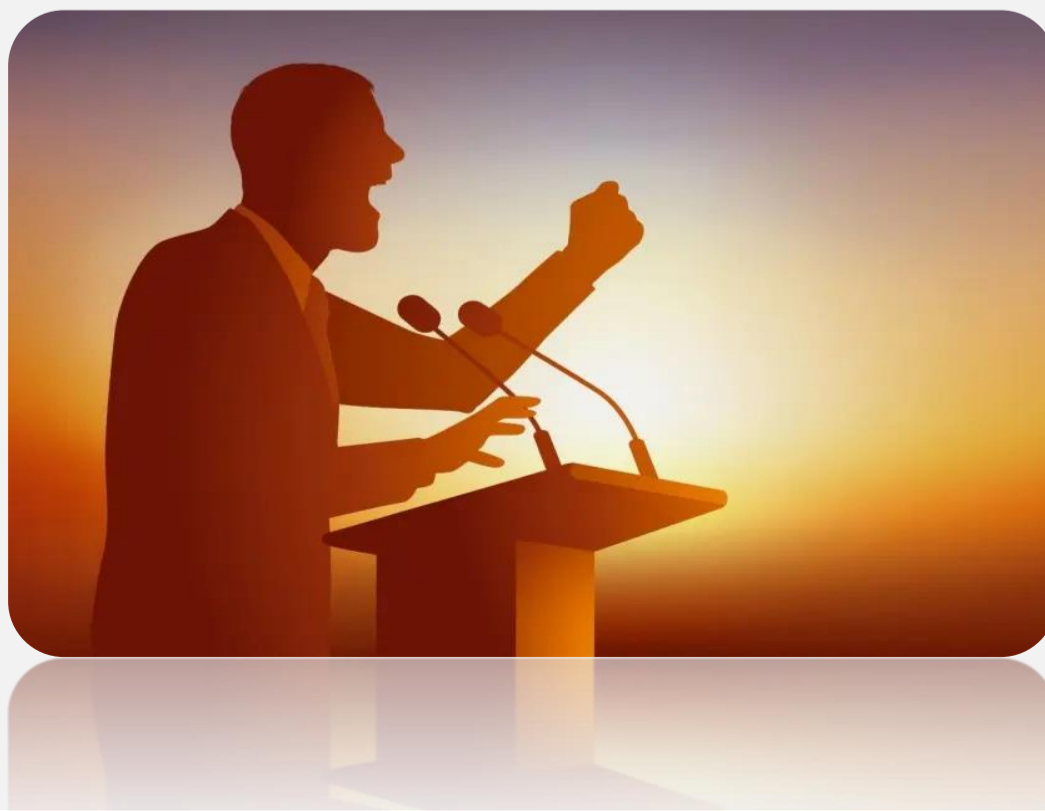
Ces Princes qui prétendent gouverner le village planétaire vivent dans l'ivresse de la démesure, ils sont pris d'hubris, oubliant que

« le ciel rabaisse toujours ceux qui dépassent la mesure » Hérodote

Libre à chacun de se demander qui sont ces princes autoproclamés démiurges. Sont-ils éparpillés loin de nous ? Rassurez-vous, prenez le temps de bien réfléchir, nous ne sommes pas épargnés !

Une seule certitude, chacun sait que Zeus rend fous ceux qu'il veut perdre.

*Jacques Myard Maire Honoraire de Maisons-Laffitte Membre honoraire du Parlement, Président du CNR et de l'Académie du gaullisme.*





## LE CHEMIN DES INDÉPENDANCES, DE LA FRANCE LIBRE, À L'INDOCHINE ET L'ALGÉRIE

« Être français libre, c'est prendre son destin en main »

En mémoire du général Paul Renaud que nous avons eu l'honneur de recevoir à l'Académie du gaullisme,  
le 14 décembre 2005.

Par Christine ALFARGE,

À l'été 1940, la force de l'engagement dans la France libre fut déterminante pour résister tant sur le plan extérieur que sur le plan intérieur. Ne jamais se résigner à la défaite, combattre pour libérer la France, c'est dans cette conviction instinctive que de très jeunes gens avaient gardé l'espoir de vaincre.

### Pourquoi avaient-ils choisi de se rallier à la France libre ?

Avant tout, ces volontaires de la France libre ne voulaient pas subir l'occupation de leur pays, par un réflexe conditionné à un refus absolu de penser que la guerre était perdue, ils rejoindront l'Angleterre. Les événements de l'histoire montreront combien leurs combats furent héroïques sur tous les champs de bataille.

Le général De Gaulle incarnera la pierre angulaire de cette volonté lorsqu'il lance son célèbre appel à la radio de Londres. **Extrait de l'appel du 18 juin 1940** : « Moi, général De Gaulle, actuellement à Londres, j'invite les officiers et les soldats français qui se trouvent en territoire britannique ou qui viendraient à s'y trouver, avec leurs armes ou sans leurs armes, j'invite les ingénieurs et les ouvriers spécialistes des industries d'armement qui se trouvent en territoire britannique ou qui viendraient à s'y trouver, à se mettre en rapport avec moi. Quoi qu'il arrive, la flamme de la résistance ne doit pas s'éteindre et ne s'éteindra pas. Demain comme aujourd'hui, je parlerai à la Radio de Londres ». Cet appel à continuer le combat en constituant une force militaire sous le drapeau français aura l'adhésion d'un très grand nombre de civils ou de militaires qui s'engage dans les Forces françaises libres et porte avec une fidélité sans faille les armes de la France libre jusqu'à la capitulation allemande.

### Le Général SAINT-HILLIER.

Dès lors, comment ne pas évoquer ce grand chef, le général Saint-Hillier qui fut dans la lignée militaire, une des personnalités les plus emblématiques de cette période, dont la force de caractère affirmé et déterminé, n'hésita pas en 1940 à s'engager derrière le général De Gaulle, il écrivait à sa famille : « Mon devoir est de combattre jusqu'au bout ». Le 25 août 1941, il écrit ces mots : « Je sais que notre cause est juste ». Sa passion pour l'histoire le mène à l'écriture de ses mémoires dans « des carnets » qu'il tient au fil du temps, tel son bien le plus précieux afin de perpétuer le souvenir de la 1ère Division française libre et d'honorer la mémoire de ses compagnons disparus.

Il reste à jamais, l'aventure extraordinaire de ces hommes d'honneur dont le général De Gaulle écrivit le 27 février 1946 : « Ce qu'à su faire pour la France, la 1ère division française libre, ce qu'elle a su faire par le cœur, le corps, les armes, de ceux qui en étaient, ce qu'elle a su faire avec ses chefs, Koenig, Brosset, Garbay, ses officiers et ses soldats, c'est un des plus beaux morceaux de notre grande Histoire, c'est un rocher que les vagues du temps ne pourront détruire jamais, c'est, pour toujours, un défi lancé à ceux qui doutent de la France ».

Le 18 juin 1940 désigne l'acte de naissance historique du général De Gaulle et aussi celui de la reconnaissance d'un autre monde. La défaite de la France en 1940 entraîne l'Indochine française dans la spirale infernale de la guerre.

### La guerre sera à la dimension du monde.

Il faut tenter de comprendre et d'expliquer les guerres d'Indochine entre des peuples antagonistes, chacun désireux de soumettre l'autre au nom de l'unité nationale. Indépendamment de l'invasion chinoise qui occupe le Vietnam pendant deux siècles, la première présence occidentale fut portugaise à partir de 1540. Dès le XVIIe siècle la France entretient d'excellents rapports avec la Cochinchine, région du sud riche et très peuplée dont la principale ville est Saïgon et la région de l'Annam au centre plus boisée avec une population plus rude dont leur capitale Hué avait des appétits de domination sur les autres régions notamment le Tonkin au nord vassal de la Chine. En 1776, le roi de Hué ne tarda pas de faire appel au roi Louis XVI pour mater la révolte des Tay-son.



Grâce aux volontaires armés envoyés par le roi de France, Nguyen Anh reprend son trône et conquiert à la fois la Cochinchine et le Tonkin. Nguyen Anh devenu empereur sous le nom de Gia-Long continua lui et ses successeurs une politique cordiale avec la France jusqu'au second empire.

Mais l'obstination de l'empereur Tu-Duc de vouloir imposer comme religion le confucianisme chinois à tous ses sujets, fit décider Napoléon III à mettre un terme aux persécutions. Saïgon tomba et la France à travers le traité de Pnom-Pen en 1863 va reprendre l'administration de la partie ouest de la Cochinchine majoritairement chrétienne. Quelques années après, « les Pavillons noirs », célèbres pirates du Tonkin attaquent la région voisine l'Annam, ce qui entraîne l'armée française à prendre Hanoï en attendant l'ordre d'évacuation par Mac-Mahon. Des troupes plus importantes sont à nouveau envoyées, ce qui conduit à une guerre contre la Chine. Finalement, les traités de Tien-Tsin en 1885 font abandonner la Chine de ses ambitions permettant à la France de contrôler toute la région. Quant au Tonkin il continuera d'être terrorisé par ses pirates pendant bien longtemps.

De 1891 à 1893 fut créée la confédération indochinoise composée d'une colonie la Cochinchine et de quatre protectorats, à savoir : le Cambodge et le Laos sous protection de la France ; l'Annam où l'administration des mandarins hésitait entre collaborer ou se révolter contre les autorités coloniales ; le Tonkin jamais pacifié.

En 1897, Paul Doumer exerce une « politique d'association » des populations afin de moraliser la société et de la développer économiquement et socialement, une initiative reconnue officiellement en 1905 par le gouvernement français. L'Annam et la Cochinchine continuèrent de prospérer contrairement au Tonkin qui devait être maintenu militairement.

Après 1929 trois forces entreprirent de déstabiliser la région : le Japon d'abord qui voulait dominer toute l'Asie et chasser les Européens ; les Soviétiques et la Chine communiste ; enfin les Etats-Unis intéressés de contrôler à leur tour toutes les ressources de cette région. Le coup de force japonais du 9 mars 1945 visant à éliminer l'armée et l'administration françaises d'Indochine permet au Vietminh de s'installer au Tonkin. Août 1945, après la capitulation du Japon, le Vietminh s'empare du pouvoir à Hanoï, son chef Ho Chi Minh proclame l'indépendance de la République Démocratique du Vietnam, le 2 septembre 1945.

Reconquérant petit à petit l'Afrique, voulant s'affirmer au Levant, récupérant Madagascar, la Nouvelle-Calédonie ou bien Tahiti, soucieuse de redevenir une puissance mondiale, la France sur ordre du général De Gaulle effectue son retour dans la péninsule indochinoise par la nomination en octobre 1945 de l'Amiral Thierry d'Argenlieu en qualité de haut-commissaire ainsi que l'envoi d'un corps expéditionnaire français commandé par le général Leclerc pour récupérer ce que Paul Reynaud, ami du Général, décrivait comme le « balcon de la France sur le Pacifique ».

#### **La France reconnaît le Viêtnam, le 6 mars 1946.**

Le général Leclerc, dont la carrière fut toujours destinée au dur combat, fit preuve néanmoins de discernement portant à la fois sur les limites de l'action de force et l'authenticité du mouvement de force vietnamien. C'est sous son égide que l'émissaire français au Nord-Viêtnam, Jean Sainteny, conduisit fin 1945 et début 1946 les négociations avec le Viêtnam qui aboutirent à l'accord Hô Chi Minh-Sainteny-Leclerc, le 6 mars 1946. Il stipulait que le gouvernement français reconnaissait la République du Viêtnam comme un « Etat libre » au sein de l'Union française et de la Fédération indochinoise ayant son gouvernement, son parlement, son armée et ses finances. Cette convention n'empêche pas quelques mois plus tard la rupture et la guerre.

Hô Chi Minh, bloqué entre les chinois au nord et les troupes du général Leclerc, accepte de négocier lors de la conférence de Fontainebleau le 6 juillet 1946 où la France envisage l'indépendance du Tonkin mais s'oppose à ce que le Vietminh domine l'Annam et la Cochinchine. Comme le souligne le général Renaud, « la France voulait garder la Cochinchine face à un ennemi communiste accaparant la notion d'indépendance », il pense que c'est une guerre perdue parce que nous avons été trop exigeants. En considérant le Tonkin comme partie intégrante de l'Indochine, les Français devraient occuper tout le terrain, chose militairement impossible à cause des difficultés et de l'hostilité des populations.

À partir de 1947, le général De Gaulle, devenu chef du Rassemblement du Peuple Français, et ses compagnons, mèneront un combat sans merci contre la IVème République. Il écrivait en 1951: « *La guerre où nous sommes engagés en Indochine est la guerre de la liberté ...* ». À partir de 1953, cette obstination allait faire place à une idée raisonnable, celle de la reconnaissance qu'une autre politique s'imposait en Indochine et que l'acharnement militaire ne menait à rien. De même que Churchill devait se rallier à l'indépendance des Indes et de l'Egypte, le général De Gaulle se ralliait à la politique de paix en Indochine avec en toile de fond l'amorce d'une détente internationale, car selon lui, à la fin des années quarante, le spectre de la guerre menaçait à chaque instant. Dans cette perspective, il estimait que la France devait être présente sur tous les terrains opérationnels. Il désirait alors que la nouvelle « France libre » puisse davantage qu'en 1940, trouver des points d'appui en Asie comme en Afrique ou en Amérique.

Fin 1949, lors d'une deuxième occasion les Français vont tenter de restaurer un semblant de protectorat en installant à sa tête l'ancien empereur de l'Annam BaoDaï. Mais devant les difficultés de lutter sur les territoires sino-indochinois, l'armée française se retire. La solution par les armes ne peut pas être obtenue et l'opération se termine à Cao-Bang en octobre 1950 après de lourdes pertes. Le moral des troupes est au plus bas et le 6 novembre 1950 est nommé haut-commissaire et commandant en chef le général de Lattre de Tassigny qui reprend les choses en main et redresse la situation pour une courte durée car il disparaît le 11 janvier 1952 par suite d'une maladie.

À Paris les dirigeants politiques parlent « d'opérations de pacification » et souhaitent un succès militaire sur le terrain pour être en position de force pour régler le sort de l'Indochine. Le 20 mai 1953, le général d'état-major Henri Navarre est nommé pour en finir avec l'ennemi. Ce sera le piège de Diên Biên Phu et une fin tragique pour l'armée française lors de l'assaut final du 7 mai 1954. L'ouverture de la conférence de Genève mettra un terme à la guerre d'Indochine et conduira au partage du Viêtnam entre deux gouvernements antagonistes de Viêtnam Nord et du Viêtnam Sud.

Pour la France, débarrassée du poids indochinois, le répit sera de courte durée car le 1er novembre 1954 débutera la guerre d'Algérie. Mais auparavant il faut rappeler qu'au moment où la France fête la victoire du 8 mai 1945, le nord constantinois dans les régions de Sétif et de Guelma se soulève quadrillé par l'armée. Cette période sera considérée comme le début de la guerre algérienne d'indépendance. Dans la vie politique algérienne on voit peu à peu dominer un mouvement national basé sur l'espoir de réunir les conditions de réformer le système colonial ou libérer l'Algérie. À Sétif, des jeunes musulmans brandissent le drapeau algérien dans des manifestations indépendantistes. De nombreux leaders sont arrêtés tel Messali Hadj, indépendantiste, chef du Parti du peuple algérien (PPA). La guerre donne l'espoir incontestablement que l'ordre colonial peut être renversé.

Le sentiment du général Renaud est que pour lui « une chose est certaine, le peuple algérien a ressenti ce sentiment national que nous n'avons pas perçu, les populations ont été abandonnées à elles-mêmes, mais notre responsabilité n'était pas totale car l'ambiance internationale ne nous a pas fait reconnaître que le monde évoluait ».

Les conséquences de ces événements conduiront à la fin de l'union du camp nationaliste et le 1er novembre 1954 les activistes du Parti du peuple algérien se retrouveront à la tête d'une nouvelle organisation, le Front de libération nationale (FLN), l'insurrection algérienne commencera. Mai 1958, après quatre années, l'armée sera victorieuse et les frontières seront fermées.

« *Avec le recul, est-ce que l'on a manqué des occasions ?* se demande le général Renaud. *Il est difficile de trouver deux guerres plus différentes pour si peu de moyens contre un adversaire communiste en Indochine qui se termine par une défaite sur le terrain, quant à l'Algérie avec un million de résidents français donnant des moyens plus importants face à un adversaire qui n'était ni communiste, ni islamiste mais arabe, la victoire fut obtenue sur le terrain mais la suite fut désastreuse* ». Diên Biên Phu restera le symbole de la reconquête de l'indépendance nationale, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

#### **L'évolution de la pensée gaulliste.**

Contrairement à bon nombre de ses pairs, le général De Gaulle n'a pas été un officier colonial. En écrivant dès 1934 : « *Nous voyons naître des mouvements d'idées, de passions, d'intérêts, dont le but manifeste est la fin de notre domination* », il mesure la force des nationalismes indigènes. Le 30 janvier 1944, son célèbre « Discours de Brazzaville », annonce le prélude à l'autonomie et à l'indépendance de l'Afrique noire française. Il apparaît que dès la fin du conflit mondial, le général De Gaulle pense que le mouvement de décolonisation est inéluctable.

#### **Un vent de décolonisation soufflait.**

Revenu au pouvoir en mai 1958, nul ne sait quelle serait sa politique algérienne, l'équivoque est totale. Comment percer ce mystère de la politique gaullienne ? En Algérie, la guerre avait incontestablement donné l'espoir que l'ordre colonial pouvait être renversé. En France, la société bascule complètement, lassée par les incertitudes de la IVème République et un conflit qui dure déjà depuis quatre ans. Le général De Gaulle a conscience de cela, cherchant une solution intermédiaire qui prenne en compte des éléments politiques et non pas seulement militaires. Déterminé par les intérêts de la France, le général De Gaulle mesure la solitude internationale voire l'isolement de la France, alors qu'il souhaite lui redonner une place de premier plan parmi les grandes puissances.

#### **Discours sur l'autodétermination de l'Algérie, le 16 septembre 1959.**

La déclaration très attendue du 16 septembre 1959 va dissiper les équivoques car le général De Gaulle énonce le principe fondamental de sa politique à l'égard de l'Algérie : celui de l'autodétermination. Le chef de l'Etat propose de mener la pacification à son terme : « *Grâce au progrès de la pacification, au progrès démocratique, au progrès social, on peut maintenant envisager le jour où les hommes et les femmes qui habitent l'Algérie seront en mesure de décider de leur destin... Je considère comme nécessaire que ce recours à l'autodétermination soit aujourd'hui proclamé.* » Ce discours rompt avec la politique traditionnelle de la France, proclamant la fin du régime colonial. Le recours à l'autodétermination, permet pour la première fois d'envisager l'indépendance dont le principe sera admis.

Le général De Gaulle adaptait ses orientations politiques selon les circonstances, la vocation qu'il reconnaissait à la France, le conduisait dans deux directions, il disait : « *Pour être elle-même, c'est-à-dire indépendante, elle devait garder les mains libres, mais pour être fidèle à elle-même, elle devait soutenir aussi une grande querelle ; son génie est d'éclairer l'Univers.* » Ainsi, le cheminement de sa pensée en termes d'indépendance, développait à la fois l'idée de souveraineté de la nation et la liberté des peuples à disposer d'eux-mêmes.

***D'une solution de décolonisation pacifique à l'indépendance totale, le général De Gaulle n'avait cessé de composer avec la réalité pour préserver la France, lui redonner son rang en Europe et dans le monde, il disait : « Il m'appartient d'être, quoiqu'il arrive le garant de l'indépendance et de l'intégrité de la France, ainsi que des traités qu'elle a conclus ; autrement dit de son honneur ». De la France libre, à l'Indochine et l'Algérie, le mystère De Gaulle est celui d'une France qui se relèvera toujours.***

*\*Christine ALFARGE Secrétaire générale de l'Académie du Gaullisme.*



## Au nom de l'amitié et de la solidarité franco-libanaise

par Paul Kloboukoff,

Le 18 avril 2026, le sergent-chef Florian Montorio, casque bleu français du 17<sup>ème</sup> régiment des parachutistes de Montauban, membre de la FINUL (Force intérimaire des Nations Unies pour la paix au Liban) a été tué au Liban dans une embuscade attribuée au Hezbollah. Il avait 40 ans et était père de deux enfants. Son décès a précédé celui du caporal-chef Anicet Girardin du 132<sup>ème</sup> régiment d'infanterie cinotechnique de Suippes. Le Hezbollah en est également accusé.

Ces deux morts de serviteurs de notre patrie au Liban sont les plus récentes d'une longue liste de 158 militaires français (parmi 296 casques bleus) tués au Liban depuis la création de la FINUL en 1978.

Il faut rappeler que les relations entre le Liban et la France sont anciennes, étroites et fraternelles. Dès bien avant l'indépendance du Liban en 1943, depuis les années 1860, la France en avait été une protectrice. Sans elle, le Liban n'aurait sans doute pas existé en tant que pays souverain. Les deux états sont francophones et démocratiques. Selon Wikipédia (1), il y aurait 23 000 Français au Liban, dont les deux tiers seraient binationaux, et 210 000 Libanais vivraient en France. Celle-ci est souvent considérée comme un « pays frère » du Liban. Elle est parfois aussi qualifiée de « tendre mère » du Liban, ou de « seconde patrie » des Libanais.

Au Liban, la majorité de la population était chrétienne jusqu'au milieu du 20<sup>ème</sup> siècle. Aujourd'hui, la diversité religieuse est marquée. 18 confessions sont reconnues par l'Etat. L'islam est la religion dominante. Entre 54% et 65% de la population sont enregistrés comme tels, contre 32,4% pour les chrétiens et 4,5% pour les Druzes. Cette pluralité supporte très bien l'influence vigoureuse que conserve la France.

Pour sa part, la France n'a jamais pleurniché, ni même exprimé de regrets ou de récriminations quant aux pertes de ses soldats tombés pour avoir défendu une inestimable cause, protéger le Liban et ses habitants.

Le commandant Charles de Gaulle a résidé à Beyrouth entre 1929 et 1931 en tant que directeur des Deuxième et Troisième Bureaux pour le Levant. Pour lui, le Liban était un « phare spirituel de la Méditerranée orientale » et une terre d'accueil où les « religieux chassés par la France recréèrent une nouvelle France » (2).

Le Général avait conservé un indéfectible attachement pour le Liban et les Libanais. Pendant la guerre, le 26 juillet 1941, au Cercle de l'Union française, il leur avait rendu un vibrant hommage, intime et affectueux : « Aux Libanais, Messieurs, (...) Dans tout cœur de Français digne de ce nom, je puis vous dire que le seul nom du Liban fait remuer quelque chose de très particulier, et j'ajoute que c'est d'autant plus justifié que les Libanais, libres et fiers, ont été le seul peuple dans l'histoire du monde qui, à travers les siècles, quels qu'aient été les péripéties, les malheurs, les bonheurs, les destinées, le seul peuple dont, jamais, aucun jour, le cœur n'aura cessé de battre au rythme du cœur de la France. (...) Et le Liban, qui a depuis longtemps senti ce que pèse le poids de la tyrannie et qui, depuis longtemps, a mesuré quel était le prix magnifique de la liberté, le Liban, on le sait bien avec son cœur dans quel camp il se trouve ».

Le Général n'a pas prêché dans le désert. Ses discours résonnent encore à nos ympanes et aident à entretenir l'amitié et la solidarité de la France et des Français avec les Libanais et leur patrie.

\*Paul KLOBOUKOFF Académie du Gaullisme le 28 avril 2026

### Sources et références

- (1) Relations entre la France et le Liban  
fr.wikipedia.org/Relations\_entre\_la\_France\_et\_le\_Liban le 27/04/2026  
(2) De Gaulle et le Liban : histoire d'un souverainisme en partage.  
International. La Revue N°109461095 ; Politique



## Livre

« **La guerre du Pacifique a commencé en Indochine, 1940-1941** »  
(Éditions Passés Composés)

**Franck Michelin** est un historien français et professeur d'histoire à la Teikyo University (Faculty of Economics) à Tokyo. Il est spécialiste de l'histoire des relations internationales et de celle du Japon contemporain, et notamment des questions militaires, ainsi que des relations entre l'Europe et l'Asie. En 2019, il publie *La guerre du Pacifique a commencé en Indochine, 1940-1941*, aux éditions Passés Composés.



### **La guerre du Pacifique a commencé en Indochine, 1940-1941**

Le 23 septembre 1940, l'armée japonaise viole la frontière indochinoise malgré la conclusion d'un accord à Hanoï quelques heures plus tôt. Pour l'Indochine française, c'est le début de près de cinq années d'occupation, qui aboutissent, le 9 mars 1945, à l'élimination de la présence française. Ainsi, l'action des forces nippones a pour conséquence de précipiter l'indépendance du Vietnam, du Cambodge et du Laos, et déclenche la guerre d'Indochine.

Pour le Japon, nouvel allié de l'Allemagne, c'est la première étape de l'expansion vers le sud qui mène, quinze mois plus tard, à l'éclatement de la guerre du Pacifique.

Fruit d'un long travail de recherche et d'analyse d'archives françaises et japonaises, ce livre explore le rôle du Japon, longtemps resté absent des études sur le second conflit mondial et sur les origines de la guerre d'Indochine, bien qu'il ait précipité la crise qui allait changer pour toujours le destin de l'ancienne colonie indochinoise, ainsi que celui de l'ensemble de la région Asie-Pacifique.

## Franck Michelin La guerre du Pacifique a commencé en Indochine 1940-1941



PASSÉS / COMPOSÉS  
Ministère des Armées



## Histoire militaire

### Diên Biên Phu, 13 mars 1954 : la conséquence des non-choix des buts de guerre par la IVe République

Par Claude FRANC,

« Messieurs, c'est pour ce soir 17 heures », c'est par cette phrase lapidaire que le colonel de Castries annonçait à ses subordonnés l'assaut vietminh sur Diên Biên Phu. On connaît la suite.

Comment en est-on arrivé là, alors que le général Navarre (1898-1983), lorsqu'il a pris son commandement avait établi une planification selon laquelle, il voulait demeurer sur l'expectative durant la campagne 1953-1954, former les unités nationales vietnamiennes, puis ces dernières ayant relevé le corps expéditionnaire dans ses missions statiques, se constituer un fort corps de bataille et prendre l'offensive et l'ascendant durant la campagne suivante ?

Simplement, la question de la défense du Laos s'est posée avec acuité, mais le Gouvernement n'y a jamais répondu clairement. De façon plus générale, jamais aucun commandant en chef n'a reçu de directives de la part du Gouvernement sous forme de buts de guerre, pour la bonne et simple raison, qu'il n'y en avait point ! Il y a donc lieu de reprendre cette question des buts de guerre de la France dans la défense des États associés, depuis l'installation au pouvoir de Bao Daï au Vietnam (juillet 1949).

#### La France en Indochine pour quoi faire ?

Depuis le traité de Pau signé en 1950 entre Vincent Auriol et l'ex-Empereur Bao Daï qui ratifiait les accords de la Baie d'Along de 1948, la France abandonnait officiellement toute visée coloniale sur l'Indochine qui devenait une fédération d'États indépendants associés à notre pays au sein de l'Union française. La suite logique aurait voulu que le Gouvernement définît une ligne politique claire, laquelle devait être mise en œuvre par le haut-commissaire au plan politique et servir à orienter l'action militaire du commandant en chef au plan opérationnel. Tant que de Lattre cumulait les deux fonctions durant son proconsulat, il s'est défini à lui-même le cadre politique de son action, à savoir l'indépendance des États associés et l'alliance avec les États-Unis engagés militairement en Corée pour endiguer le communisme et qui, de facto, prenaient en charge une part croissante, sur le plan financier, de l'effort de guerre français en Indochine. Cette solution lui laissait les coudées franches sans pour autant engager le Gouvernement et, après son départ, demeurant dans le flou des errements antérieurs, les gouvernements successifs de la IVe République se révélèrent incapables de définir la ligne politique et stratégique qui devait guider l'action des ministres concernés et orienter celle des hauts responsables sur le théâtre.

C'est dans cette carence, grave, autant que dans les revers des armes que réside sûrement la cause de l'échec final de l'intervention française en Extrême-Orient en 1954 à Diên Biên Phu. Cette définition d'une ligne stratégique était en effet essentielle, au premier chef à la nation à qui on ne pouvait demander indéfiniment quelque effort que ce fût sans lui en expliquer les buts. Ensuite, sur le théâtre, outre le commandement local qui en avait un besoin vital pour définir les grandes lignes de son action, elle s'avérait également souhaitable pour l'encadrement du Corps expéditionnaire qui avait besoin de savoir pourquoi il se battait. In fine, elle l'était autant pour que pût être arrêtée une ligne politique claire tant vis-à-vis des États associés que des États-Unis.

De fait, depuis 1950, la France, ses États associés et les États-Unis constituaient une coalition de circonstance contre le Vietminh, mais les buts respectifs de ces différents alliés divergeaient considérablement.



Pour les États-Unis, comme en Corée, il s'agissait d'endiguer la poussée communiste dans le Sud-Est asiatique, dans le cadre de la politique de containment définie par le président Truman (1945-1953). À ce but affiché se greffaient de façon de plus en plus ostentatoire au fur et à mesure que le temps passait, des visées économiques et politiques sur les États associés. S'agissant de ces derniers, le but était la mise hors d'état de nuire du « rebelle » que constituait le Vietminh. Mais, simultanément, ils ne perdaient pas de vue que la poursuite de la guerre aboutît bien à l'octroi d'une indépendance réelle vis-à-vis de l'ancienne métropole coloniale, avec l'intégralité des attributs de souveraineté que cette situation recouvrait. Ce desserrement des liens avec la France s'accompagnerait à coup sûr d'un alignement sur les États-Unis, puisqu'il était patent que ces États puissent, avant longtemps, échapper à une tutelle face à la menace de la subversion communiste vietminh soutenue par le géant chinois. Ainsi, de facto, les buts de guerre des États-Unis et des États associés se recouvraient en partie et surtout, se trouvaient objectivement dirigés à l'encontre des intérêts français, ce que personne n'a voulu entrevoir en France.

Quant à la France, elle était foncièrement incapable d'expliquer pourquoi son armée se battait en Indochine. Était-ce, comme l'avait proclamé haut et fort le général de Lattre, pour « libérer » les États associés de l'emprise vietminh et leur donner leur indépendance pleine et entière ? Objectivement, il ne pouvait s'agir d'un but de guerre acceptable politiquement que dans la mesure où l'indépendance octroyée aux États associés s'accompagnait de leur maintien au sein de l'Union française. Un autre but de guerre concevable pour la France pourrait consister en une simple participation à la politique américaine d'endigement du communisme en Asie du Sud-Est. Paris eût alors renoncé au maintien de tout avantage national en Indochine et même accepté de s'en retirer dès la fin de la guerre.



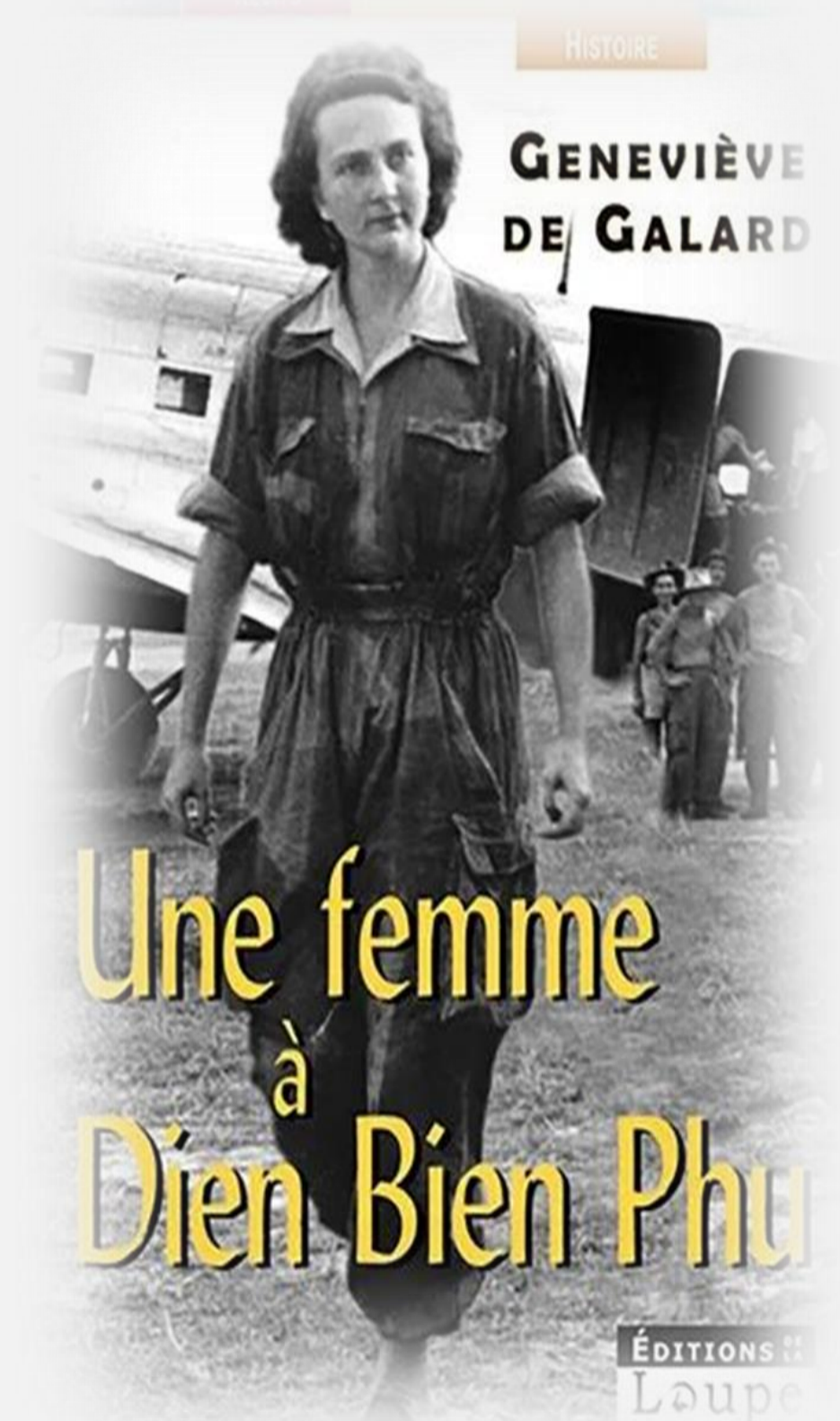
### Conclusion

La définition de ces buts de guerre par Paris aboutissait, on peut le constater, à deux situations absolument différentes, notamment en termes d'influence française directe dans le Sud-Est asiatique et de la forme que devait prendre son engagement militaire. Or, ces choix ne furent jamais effectués par aucun gouvernement et la stratégie indochinoise des gouvernements français successifs continua à osciller sous la forme d'un vague compromis totalement irréaliste entre ces politiques nettement contradictoires, consensus qui cachait mal en fait la volonté politique de s'extraire de ce guêpier « sur la pointe des pieds ». C'était sans compter sur l'environnement international, le sort des armes et l'implacable volonté de l'adversaire.

Cette situation de non-choix allait nous coûter la perte de 12 bataillons à Dien Bien Phu. Si bien qu'à l'heure du véritable choix, à Genève, le Gouvernement français ne put que subir les conséquences de plusieurs années de non-choix et s'incliner devant des conditions sur lesquelles il lui était objectivement difficile de vouloir influencer.

Si « Gouverner c'est choisir », l'ironie ou le paradoxe voulurent que l'auteur de cet adage politique de bon sens, Pierre Mendès France fût justement, à Genève, le syndic de faillite de ses prédécesseurs.

**Claude FRANC** Saint-cyrien de la promotion Maréchal de Turenne et breveté de la 102e promotion de l'École supérieure de Guerre, colonel en retraite, chargé de mission au CDEC.



### Union française ?

Ces buts de guerre étaient bien évidemment, incompatibles entre eux et exclusifs l'un de l'autre, et à chacun devait correspondre une politique et une posture stratégique radicalement différentes.

Si l'intention de la France visait à bâtir en Indochine une Union française solide, cette option lui créait des obligations militaires et politiques. En premier lieu, ses forces armées devaient protéger ou reconquérir la totalité des territoires des États associés. Il convenait également de maintenir leurs armées sous influence militaire française, c'est-à-dire que la France se devait de conserver à sa charge leur formation et leur instruction.

Ces obligations génératrices de lourds sacrifices humains, matériels et financiers pouvaient alors trouver des contreparties sous une forme de transferts de souveraineté que les États associés auraient librement consentis à l'Union française.

Dans ce cadre, la politique étrangère de la France devait alors obtenir des États-Unis qu'ils renonçassent à la substitution de notre influence par la leur, tout en poursuivant néanmoins d'y apporter leur soutien financier. Autrement dit, la quadrature du cercle...

### Croisade anticommuniste ?

*A contrario*, s'il était acté que la France ne recherchait en Indochine plus aucun avantage et ne s'y trouvait engagée militairement que pour participer à une sorte de croisade anticommuniste sous une direction américaine, alors il était loisible d'accorder aux États associés une indépendance complète sans aucune limite ni entrave à leur souveraineté.

Dès lors, la France abdiquait en faveur des États-Unis la quasi-totalité de son influence politique et militaire, et pouvait envisager de partager avec eux la direction effective de la conduite des opérations et même, la leur céder complètement.

La France pouvait, dans ce contexte, en accord avec le commandement américain, renoncer à sa présence militaire effective sur l'ensemble du territoire indochinois et n'y conserver que certaines zones ou bases d'importance vitale pour la stratégie d'ensemble. Mais, dans ce contexte, il n'y avait plus aucune raison pour que la France continuât à fournir l'essentiel de l'effort militaire et humain, sinon financier.



## Prospective et programmation militaire Le nouveau contexte géopolitique

Par Pierre MESSMER,

**D**ans la dernière décennie du XXe siècle, l'éclatement de l'empire soviétique, la dislocation et l'effondrement de l'ex-URSS ont bouleversé la situation géopolitique tandis que les progrès scientifiques et techniques élargissaient les espaces de la stratégie. Je limiterai mon exposé à une problématique de cinq sujets que ce nouveau contexte a fait naître ou a transformé et suggérerai quelques réponses.

### Des alliances.

Le monde bipolaire né de la Deuxième Guerre mondiale est mort, sans guerre ni révolution, mais par l'usure et l'inefficacité d'une dictature collectiviste et hyper centralisée. Les États-Unis sont désormais la seule superpuissance. Dès lors que l'ennemi potentiel a provisoirement disparu, à quoi servent les alliances comme l'Alliance atlantique et, plus précisément, son organisation militaire, l'Otan ?

Une alliance est toujours formée entre États qui unissent leurs forces pour résister à une menace déterminée : dans le cas de l'Otan, cette menace venait de l'Union Soviétique et de ses satellites et elle était dirigée contre l'Europe occidentale protégée par les États-Unis. Quand la menace diminue, le ciment de l'alliance s'effrite, et si le danger disparaît, l'alliance n'a plus de raison d'être. « Rien ne peut faire qu'une alliance demeure telle quelle quand ont changé les conditions dans lesquelles on l'avait conclue », disait le général de Gaulle le 21 février 1966.

Le problème est évidemment posé pour l'Otan qui n'est pas faite pour résoudre des conflits intérieurs européens : la récente décision des Américains, prise sans aucune consultation préalable, de ne plus participer au contrôle de l'embargo sur les armes à destination des États issus de l'ancienne Yougoslavie est le signe de leur répugnance bien compréhensible à s'engager dans le guêpier balkanique. Elle démontre aussi que la sécurité européenne ne les concerne que dans la mesure où leurs propres intérêts sont en jeu. À cette menace sur l'Alliance que le secrétaire au Foreign Office jugeait « très inquiétante », la suggestion « d'ajustements nécessaires » faite par Willy Claes, secrétaire général de l'Otan, n'apporte qu'une réponse inappropriée et, à mon avis, illusoire, car l'Otan n'est pas réformable, et lorsqu'une alliance fragile, du fait des désaccords entre les alliés, devient « le bras armé » de l'Organisation mondiale qu'est l'Onu qui ne peut pas être unanime, l'inefficacité du système est garantie.

Pourquoi les Américains veulent-ils maintenir l'Otan sans rien y changer ? Parce que c'est leur principal point d'ancrage en Europe. Économiquement, les États Unis se heurtent à des concurrents de plus en plus dynamiques en Asie et dans l'Union européenne. Au lendemain de la guerre, la production américaine représentait 45 % de la production mondiale ; aujourd'hui, moitié moins. Si le dollar est toujours la principale, monnaie mondiale, il n'est ni la plus stable ni la plus forte. Politiquement, la force principale des États-Unis est leur armée, la première au monde incontestablement. Celle-ci n'est plus nécessaire à la sécurité de l'Europe, mais elle reste très utile pour assurer l'influence américaine sur l'Europe à condition de ne pas coûter trop cher : « We must find way to sustain our leadership at lower cost » Peut-on remplacer par une autre organisation l'Otan qui ne répond plus aux problèmes de sécurité de l'Europe aujourd'hui ? et la construction en cours de l'Union européenne est-elle complète sans alliance militaire entre ses membres, les uns restant sous l'ombrelle américaine, la France indépendante mais solidaire et plusieurs adhérents neutres, c'est-à-dire nulle part ? Nos gouvernements répondent en proposant l'activation de l'UEO qui deviendrait l'organisation militaire de l'Union européenne. Est-ce possible et comment ?

« Pôle européen de défense », « môle ouest-européen de sécurité », « pilier européen de l'Alliance », cette logomachie cache une question à laquelle la plupart des Européens et beaucoup de Français hésitent à répondre franchement : quels rapports voulons-nous avoir avec l'Amérique en ce qui concerne la défense ? Les Européens ont les moyens économiques, techniques d'assurer la sécurité en Europe ; le veulent-ils ? Si la France est prête à répondre clairement, qu'en est-il des autres pays ?



### Des crises et des conflits limités.

On constate une multiplication des crises et des conflits limités, dits à tort de « basse intensité ».

Dans le contexte géopolitique ancien, l'opposition irréductible de deux camps ayant chacun un leader incontesté maintenait de part et d'autre cohésion politique et militaire. Bon gré, mal gré, chacun s'alignait et parmi ceux qui dans le Tiers-Monde se disaient « non alignés », la prudence prévalait. L'antagonisme des superpuissances rendait le monde dangereux, mais l'équilibre était stable à cause de la dissuasion nucléaire. Aujourd'hui, le risque d'une guerre mondiale s'est éloigné, mais les conflits limités se multiplient : l'ex-Yougoslavie a éclaté et se déchire, les républiques ex-soviétiques du Caucase se font la guerre, l'Irak envahit le Koweït.

Quant à l'Afrique au sud du Sahara, elle s'enfoncé dans l'anarchie pour des raisons qui lui sont propres : la Somalie, le Liberia n'ont en commun que de n'avoir plus d'État, le Zaïre et le Rwanda, l'Angola et le Mozambique sont bien avancés sur la même voie. L'Afrique est faite de tribus parfois soumises à un grand empire ; l'État nation lui reste étranger.

La plupart du temps, ces crises n'ont aucun lien entre elles, ce qui explique le succès croissant, dans la pensée stratégique, de la théorie mathématique du chaos. Ces conflits limités dans leur extension géographique et dans leur intensité sont souvent à l'origine d'interventions extérieures, plus ou moins sollicitées par l'Onu au coup par coup et sans idée directrice car le « nouvel ordre mondial » annoncé par le président Bush pour justifier la guerre du Golfe n'existe pas : « Nous devons... ne faire usage de notre puissance que dans les situations qui menacent le plus profondément notre intérêt national ».

Peut-on prévoir ces crises, donc les prévenir ? Quand elles éclatent, comment les traiter ? Faut-il que l'Onu intervienne dans tous les cas, soit pour maintenir la paix, soit pour imposer l'aide humanitaire, devenant une sorte de gendarme universel et de pompier international ? Les organisations régionales doivent-elles prendre le relais, le peuvent-elles et le veulent-elles ? Ou doit-on se résigner à laisser certains conflits internes, en particulier se régler par la force ?

Pour être concret, la France a-t-elle raison d'intervenir militairement dans la plupart des conflits africains, au sud du Sahara ? Je ne le crois pas et je déplore que nos gouvernements multiplient les interventions.

### Du rôle croissant des médias.

Géopolitique et stratégie n'ont cessé, depuis le début du siècle, d'élargir leur domaine longtemps limité aux terres émergées et à la surface des mers. La profondeur des océans, l'air puis l'espace sont entrés en géopolitique quand les sous-marins, les avions, les fusées et les satellites se sont multipliés. Dans cette ligne, il faut souligner l'importance croissante de la « noosphère » dans la stratégie.

Ce mot a été inventé par Teilhard de Chardin vers 1947 pour désigner « l'enveloppe de substance pensante » qui entoure le globe terrestre et qui est formée des millions de réseaux câblés ou radioélectriques par lesquels transitent souvent en temps réel des millions d'ordres et d'informations ouvertes ou secrètes chaque minute. Leur contrôle ou leur paralysie est devenu un enjeu majeur de toute stratégie. Les réseaux publics de télévision sont un bon exemple. En suscitant l'émotion populaire par ses images et ses commentaires, la télévision peut provoquer ou interrompre une opération militaire. Une crise n'est importante que si elle est médiatisée : Bosnie, Somalie, Rwanda. Sans médiatisation, la crise ne concerne que ceux qui y sont directement impliqués et quelques spécialistes : Tibet, Liberia, Sud-Soudan. Sous la pression de leur opinion publique influencée par les médias, il arrive que des gouvernements démocratiques se laissent entraîner dans des interventions « tous azimuts » peu raisonnables.

Pour les justifier, on a forgé la théorie du droit d'intervention humanitaire (auquel certains Français veulent ajouter le devoir) à partir des résolutions de l'Onu « sur le nouvel ordre humanitaire aux victimes des catastrophes naturelles » (n° 45/100 du 14 décembre 1990) et sur « l'assistance aux Kurdes d'Irak » (n° 688 du 5 avril 1991). Cette construction juridique ne fait pas l'unanimité, même chez ceux qui pourraient en être les bénéficiaires : un juriste africain, Djema Wembou, la dénonce comme « un droit au fondement incertain, au contenu imprécis et à géométrie variable ».

Il arrive que les mêmes médias qui ont poussé à une intervention en réclament l'arrêt dès que surviennent des pertes en vies humaines car la sensibilité occidentale ne les tolère pas. Les exemples du Liban et de la Somalie sont instructifs comme, en sens contraire, la guerre du Golfe bien acceptée car elle n'a causé que 200 morts pour 500 000 hommes en action. Peu important pour les médias américains les 100 000 morts irakiens, puisque les téléspectateurs ne les ont pas vus. Le comble est atteint quand les médias font sentir leur influence sur la tactique : l'heure du débarquement à Mogadiscio des « marines » américains avait été choisie pour correspondre à une heure de grande écoute aux États-Unis.

Le problème posé par le fonctionnement des réseaux mondiaux intéresse directement l'indépendance nationale. Il est très difficile à résoudre, car les Américains contrôlent la plus grande partie de cette noosphère, l'alimentent de leurs productions et entendent en rester les maîtres. C'est par elle que la culture américaine se répand dans le monde entier. La télévision américaine, les films américains, sont beaucoup plus influents que les hommes d'affaires et les diplomates des États-Unis. Sur ce terrain, les Européens sont réduits à une timide défensive.

### De l'adaptation de nos forces armées.

Comment adapter les armées françaises au nouveau contexte géopolitique ?

L'arme nucléaire reste nécessaire. D'abord parce que le retour à une stratégie « classique » de dissuasion n'est pas à exclure : qui sait ce que sera, ce que fera la Russie dans dix ou vingt ans ? Ensuite parce que la dissémination des armes nucléaires, assez lente depuis trente ans, est, à terme, inévitable.

La France doit donc conserver son armement nucléaire en l'adaptant au nouveau contexte géopolitique, ce qui appelle une évolution quantitative, qualitative et intellectuelle. Quantitative, car il est possible de limiter le nombre des têtes nucléaires, des engins et des bases de lancement ; est-il indispensable de maintenir trois SNLE ensemble en patrouille à la mer ? Qualitative pour rester au meilleur niveau technologique en améliorant sans cesse les performances de nos systèmes d'armes, ce qui imposera de reprendre les tirs d'essais pendant deux ou trois campagnes. Intellectuelle, puisque notre stratégie de dissuasion du faible au fort ne suffit plus : il nous faut construire un concept de dissuasion acceptable par nos voisins européens (des tentatives ont déjà été faites en ce sens) et applicable, éventuellement, du fort au faible. L'indispensable arme nucléaire n'a pas fini de nous poser des problèmes, mais des problèmes nouveaux.

Le nouveau contexte géopolitique affecte nos forces classiques dans leur volume, leur organisation, leur posture. En simplifiant, peut-être exagérément, la question à laquelle il faut répondre est celle-ci : quelle priorité devons-nous accorder à ce qu'on appelle l'action rapide, c'est-à-dire les interventions extérieures qui se multiplient pour de bonnes ou de mauvaises raisons ? La réponse ne peut être que politique, mais elle doit être claire car ses conséquences sont lourdes pour les armées.

La gestion des crises, notion qui fut à la mode quoiqu'abstraite et incertaine, l'engagement et la conduite des opérations extérieures réclament des informations précises, actuelles, sur les théâtres éventuels et exigent un réseau mondial de transmissions à partir de satellites militaires spécialisés qui coûtent fort cher. La mise à pied d'œuvre des forces d'intervention n'est possible qu'à partir de bases implantées à l'étranger toujours fragiles ou de transports aériens stratégiques que nous n'avons pas. Si ces conditions ne sont pas remplies, nos interventions sont subordonnées à la demande ou au consentement des Américains. Enfin, dans tous les cas, ces forces doivent être disponibles sur court préavis et composées exclusivement d'engagés puisque la loi ne permet pas l'envoi des appelés dans les théâtres d'opérations extérieures en temps de paix.

Il en résulte que les forces d'intervention peuvent être engagées hors d'Europe, mais que les possibilités restent limitées. La preuve en a été faite lors de la guerre du Golfe : pour mettre sur pied une division légère blindée de 7 000 hommes, il a fallu prélever des personnels sur 52 régiments, c'est-à-dire désorganiser le tiers de l'armée de terre. Pour ceux qui pensent comme moi que les intérêts vitaux de la France sont en Europe, cette méthode est inacceptable.

Ainsi se trouve posé, une fois de plus, le problème du service militaire, « vache sacrée » des politiques et des états-majors qui ne reculent pas devant les mauvais arguments pour le défendre. Il est exclu d'en traiter aujourd'hui, aussi me limiterai-je à ces constatations : l'impact du nouveau contexte géopolitique mondial sur le service national, déjà sensible, sera de plus en plus lourd ; il faut augmenter les effectifs professionnels et diminuer les effectifs d'appelés. En 1993, à peine plus de la moitié des recensés ont été appelés, bien que le service eût été réduit à dix mois. En pratique, le service militaire est loin des principes républicains sur lesquels il a été construit : universel, obligatoire, égal. De ce fait, tôt ou tard, il sera contesté et, ce jour-là, il sera indéfendable.

### Vers un monde pluripolaire ?

Le nouveau contexte géopolitique, sans précédent dans l'histoire du monde, est-il durable ?

Les Américains sont satisfaits de cette situation. Ils souhaitent naturellement qu'elle se prolonge, mais ils ne veulent pas en assumer les charges, c'est-à-dire se transformer en gendarmes universels. L'expérience leur a appris qu'il y a des guerres courtes, peu coûteuses et victorieuses comme celle du Golfe, mais que d'autres sont longues, sanglantes et se terminent par un échec, comme le Vietnam. Ils n'engageront durablement leurs forces qu'au service de leurs intérêts nationaux ; le président des États-Unis l'a déjà dit et il l'a montré en plusieurs circonstances. Dès lors, à condition de ne pas toucher un intérêt américain important, et d'être assez fort ou assez résolu, « la liberté est au bout du fusil ». Les Serbes de Bosnie l'ont compris, d'autres aussi.

Je serais étonné que le nouveau contexte géopolitique mondial vécût aussi longtemps que le précédent, bipolaire, né au lendemain de la guerre, mort quarante ans plus tard. La question se pose alors : par quoi sera-t-il remplacé ? Dans la réponse, le risque est grand de glisser de la prévision à la politique-fiction. Cependant, il n'est pas absurde d'imaginer un monde pluripolaire : les États-Unis maintiendraient leur contrôle sur le continent américain tout entier, de l'Alaska à la Terre de Feu, et sur les régions qu'ils jugent essentielles pour leurs intérêts : Caraïbes, Proche-Orient, une grande partie du Pacifique ; l'Union européenne, si elle parvient à un minimum de cohésion politique, affirmerait son autorité sur l'Europe occidentale et centrale et sur la Méditerranée ; la Russie reconstituerait avec les restes de la défunte Union Soviétique un pôle s'étendant de l'océan glacial Arctique à la mer Noire et de la Baltique à l'océan Pacifique ; l'Extrême-Orient où deux géants, Chine et Japon, l'un continental, l'autre maritime, seront en compétition et pousseront vers l'Asie du Sud-Est.

Entre ces pôles dont les rapports pourront être tendus mais resteront pacifiques car la dissuasion nucléaire continuera de jouer, existeront des régions parfois importantes comme le sous-continent Indien, souvent instables et misérables comme l'Afrique subsaharienne, tantôt divisées et cherchant alors des alliances extérieures, tantôt rassemblées et agressives.

Si ces prévisions doivent se réaliser, le début du XXIe siècle ne sera pas désolé par des guerres mondiales comme celles qui ont ensanglanté l'hémisphère nord pendant la première moitié du XXe siècle, mais par des conflits limités en intensité et dans l'espace, difficiles à prévenir et à régler. Dans le nouveau contexte géopolitique, diplomates et militaires ne risquent pas d'être au chômage !

*\*Pierre Messmer, né le 20 mars 1916 à Vincennes (Seine) et mort le 29 août 2007 à Paris, est un homme d'État français*

## Exposition "Madeleine Riffaud, Résistante"



**U**ne femme au destin extraordinaire à découvrir de février à septembre 2026

L'équipe du Centre Régional « Résistance & Liberté » est heureuse de vous présenter l'exposition temporaire : « Madeleine Riffaud, Résistante ».

Résistante de la première heure, Madeleine Riffaud - jeune fille originaire de la Somme - entre en lutte en 1942 contre l'occupant allemand et s'engage au côté d'une jeunesse parisienne fervente protectrice des valeurs humanistes. Etudiante, poétesse, combattante puis journaliste, suivez le parcours d'une femme au destin unique. Une vie et un engagement au service des opprimés.

Une exposition réalisée à l'occasion de la parution des quatre albums de bandes-dessinées, Madeleine, Résistante aux Éditions Dupuis sous le label Aire Libre et enrichie par le Centre Régional « Résistance & Liberté » qui propose focus, thématiques, documents et objets issus de ses collections.

**Centre Régional "Résistance & Liberté"**  
**Les Écuries du château**  
**Rond point du 19 mars 1962**  
**79100 Thouars**  
**Tél. : 05 49 66 42 99**



## LIVRE

### DE GAULLE IMAGINÉ

**Chantal Morelle** est agrégée et docteur en histoire, ancienne directrice du service des études et recherches de la Fondation Charles de Gaulle, professeur honoraire en classes préparatoires aux grandes écoles. Elle est notamment l'auteure de *De Gaulle. La passion de la* (France EKHO, Dunod 2020)

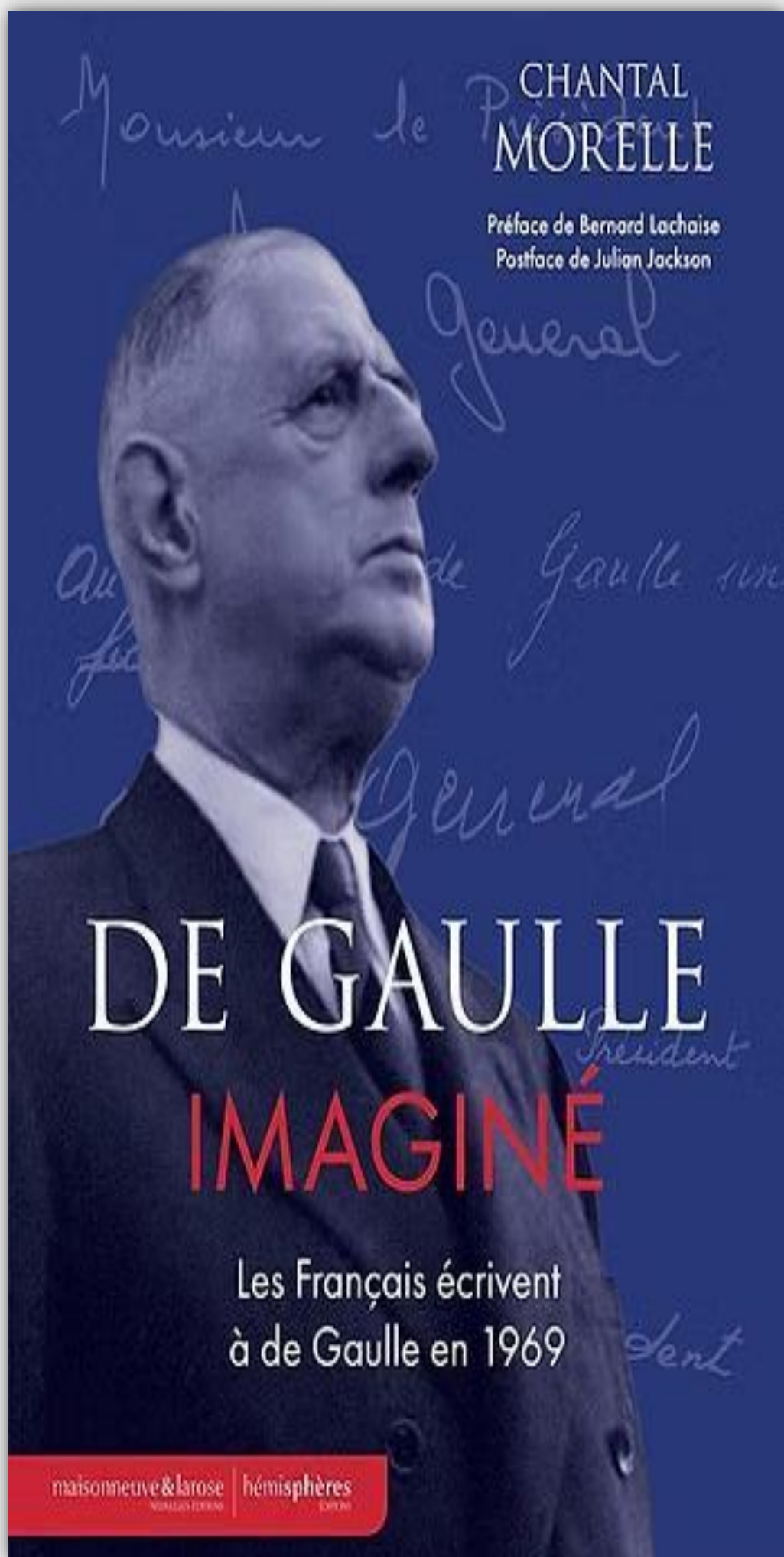


## LE LIVRE

Voici une étude réalisée à partir de milliers de lettres reçues par le général de Gaulle après sa démission, le 28 avril 1969, à la suite de la victoire du "non" au référendum qu'il avait initié sur la réforme du Sénat et la régionalisation.

Pour les grands événements politiques et militaires, les victoires ou les défaites électorales, les condoléances, écrire au président de la République était monnaie courante au XX<sup>e</sup> siècle. On a pourtant peine à imaginer la variété et la richesse des quelques 4000 lettres examinées dans le présent corpus. Celles-ci offrent une vision kaleidoscopique des grandes étapes de la France du XX<sup>e</sup> siècle et des détails de la vie quotidienne tels qu'ils sont vécus ou ressentis par ceux qui ont pris la plume; comme un jeu de miroirs, elles nous renvoient un précieux portrait sociologique, psychologique et politique d'une certaine France.

Entre mieux-être et pauvreté, la France des Trente Glorieuses reste encore traditionnelle : place des femmes et de la famille, religion, culture politique infléchie par le grand homme et souvent marquée par l'irrationnel et le passionnel plus que par la réflexion. Le général de Gaulle apparaît ici comme le père ou le grand-père protecteur, un intermédiaire entre Dieu et les hommes qui mérite le respect et même la vénération, d'autant que sans lui, craint-on, la France perdra sa grandeur.





**SOMMAIRE**

- Nouvelle Année, Nouvel Espoir : rétablissons la souveraineté de la France. Jacques Myard page 1
- « Ils ont fait la France grandiose... » ... Christine Alfarge page 2
- Le général de Gaulle économie et finances ... Henri Fouquereau page 3
- Note de lecture de l'ouvrage « Entretien avec Michel Anfröl » ... Marc Fosseux page 4
- Noël nous faire redécouvrir l'échange vral Marc Dugois page 7
- Deux défis majeurs pour le nouveau président américain ... Paul Kloboukoff page 8





**BULLETIN D'ADHÉSION ET D'ABONNEMENT À 18 JUIN**  
Etablir votre chèque à l'ordre de l'Académie du Gaullisme et le retourner à :  
Académie du Gaullisme

Nom et prénom..... Adresse .....

Code postal..... Ville.....

Téléphone fix..... Téléphone portable.....

Courriel .....

Cotisations : ---- x 25 € (plus de 25 ans) ---- x 10 € (moins de 25 ans) ---- x 30 € (couple)  
À partir de ---- x 75 € (membre bienfaiteur)

Etablir votre chèque à l'ordre de l'Académie du Gaullisme et le retourner à : Académie de Gaullisme, Monsieur ALFARGE Amir  
12, Rue Rabelais 86130 JAUNAY- MARIGNY

Site officiel Paris France  
[www.academie-gaullisme.fr](http://www.academie-gaullisme.fr)

© 01.05.2026